
Séance du 14 Mars 2019

Objet :

Rapport d'Orientation Budgétaire
(ROB)
ANNEE 2019

L'an deux mille dix-neuf et le quatorze mars à 18 heures 30, le Conseil Municipal de la Commune s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Philippe VIDAL.

N° 21/2019/7.1.6

Présents : Mmes CHASTAN, COUDERC, GAIRE, MEGRET, TUCA
MM VIDAL, BACCOU, BOZZARELLI, DECOR, DUPUY, GUILLEMET, MARTIN,
PEGURET, SENAL.

Procurations : Mme ALLEMAND à M. SENAL, Mme BERLOU à Mme TUCA, M. DAMBLEMONT à M. BACCOU, M. FERREIRA à Mme GAIRE, Mme GARCIA à M. VIDAL, Mme GUARDIA à Mme COUDERC, Mme MARTINEZ à Mme CHASTAN, Mme ROUQUET-TAFANI à M. GUILLEMET.

Absent excusé : Mme LANDES, M. SOULAIROL

VU le décret N°2016-841 du 24 juin 2016 relatif aux contenu et modalités de publication de la transmission du Rapport d'Orientation Budgétaire,

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à débattre sur le Rapport d'Orientation Budgétaire, afin d'examiner les grandes orientations qui présideront à l'élaboration du Budget Primitif 2019.

Monsieur le Maire demande aux membres du Conseil Municipal de bien vouloir délibérer.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire par 22 voix pour,

Après en avoir débattu,

- **APPROUVE le Rapport d'Orientation Budgétaire relatif au Budget Primitif 2019.**

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Le Maire :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
- Informe qu'en vertu du décret N° 83. 1025 du 29/11/83 concernant les relations entre l'administration et les usagers (art 9) (J.O. du 03/12/1983) modifiant le Décret 65.25 du 11 janvier 1965 relatif aux délais de recours contentieux en matière administrative (Art 1 - A 16).
- La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr, dans un délai de DEUX MOIS à compter de la présente notification.
- Porté au recueil des actes administratifs de la Commune
- Transmis au représentant de l'Etat, le 19 mars 2019

Le Maire


Philippe VIDAL

REÇU EN PREFECTURE
le 19/03/2019

Application agréée E-legalite.com

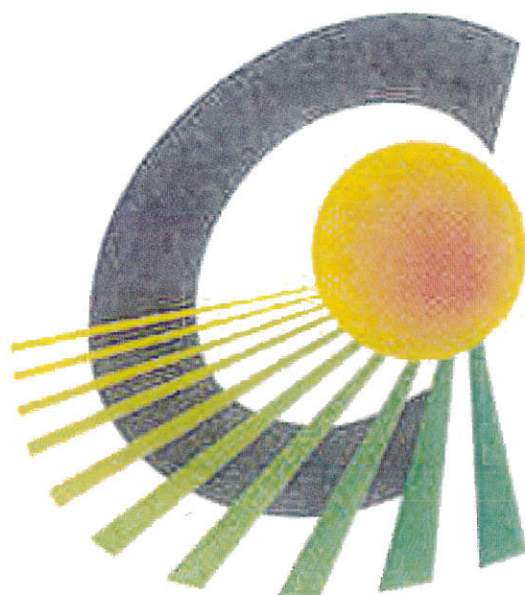
70_DE-034-213400690-20190314-DEL_21_19-D

REÇU EN PREFECTURE

le 19/03/2019

Application agréée E-legalite.com

70_DE-034-213400690-20190314-DEL_21_19-0



RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2019

I. CADRE NATIONAL D'ELABORATION BUDGETAIRE POUR 2019

A. Principales dispositions de la Loi de Programmation des Finances Publiques 2018-2022

1° La trajectoire de résorption du déficit public et la place assignée aux collectivités locales (articles 3 et 13 LPFP)

L'article 13 fixe que les collectivités contribuent à l'effort de réduction du déficit public et de maîtrise de la dépense publique.

Le déficit public correspond à la différence entre contraction de dette nouvelle et le remboursement de dette ancienne, par les administrations centrales, sociales et locales.

La LPFP prévoit de ramener **le déficit public à -0,3 % du PIB à l'horizon 2022** (contre 2,9% en 2017 ou 3,3% en 2016).

Pour pallier à son incapacité à réduire son propre déficit d'ici 2022, l'Etat attend des administrations locales et sociales qu'elles dégagent des excédents à même de compenser l'essentiel de son déficit (-1,8% en 2022 contre -3,2 % en 2017).

Dans cette optique, la LPFP fixe 3 objectifs aux administrations locales qui correspondent à un pacte de confiance :

- **Un objectif de désendettement de 13 Mds € sur 5 ans**, dit objectif « amélioration du besoin de financement »,

Avec une intensification de l'effort chaque année de 2,6 Mds € supplémentaires, pour atteindre au total 16 Mds € en 2022 (soit 13 Mds € de plus qu'en 2017)

2017	2018	2019	2020	2021	2022
3 Mds €	5,6 Mds €	8,2 Mds	10,8 Mds	13,4 Mds €	16 Mds €

Sachant que les administrations locales ne remboursent qu'environ 15 Mds € de capital par an, une telle trajectoire **implique la fin du recours à l'emprunt en 2021-2022, et un ralentissement sévère entre-temps**. Appliquée aux 171 Mds € de dette locale, elle aurait pour effet un désendettement de 14 % (25 Mds €) d'ici 2020 et de 32 % (54 Mds €) d'ici 2022 !

- **Un objectif de maîtrise des dépenses de fonctionnement à +1,2 % / an en moyenne, inflation comprise.**

Pour éviter que le désendettement ne s'opère par une compression de l'investissement...

Sachant que l'évolution tendancielle constatée sur 2009-2014 est de 2,5 % / an en moyenne.

...Sauf que nombre d'administration locales sont déjà à + 1,2 % / an voire en deçà, et ne dégageront par conséquent pas plus d'épargne brute.

De multiples perspectives montrent que pour se désendetter de 32 % en 5 ans, à maîtrise constante des dépenses de fonctionnement à + 1,2 % / an, une division par 2 à 3 de l'effort récent d'équipement serait requise.

- **Un objectif de plafond de capacité de désendettement**

Prescription d'un plafond de capacité de désendettement : **12 ans pour les Communes**, 10 ans pour les Départements, 9 ans pour les Régions et les Collectivités uniques, valeurs posées comme limites acceptables en prospective financière par rapport à des situations avérées de surendettement (de 15 à 20 ans).

REÇU EN PREFECTURE

le 19/03/2019

Application agréée E-legalite.com

70_DE-034-213400690-20190314-DEL_21_19-D

Ratio de capacité de désendettement (en nombre d'années) = encours de la dette / épargne brute (dépenses de fonctionnement – recettes de fonctionnement).

D'ici 2020 à 2021, un constat de non-respect du pacte de confiance par les collectivités locales serait susceptible de remettre en cause l'engagement de l'Etat au niveau de la stabilité des dotations.

Un premier bilan du pacte de confiance sera réalisé en juillet 2019, cette tendance cadrera donc la fin de mandat.

2° Les moyens mis en œuvre (articles 13 et 29 LPFP)

- Une contractualisation avec les (environ) 340 plus grandes collectivités : régions et collectivités uniques, départements, communes / EPCI dont les dépenses réelles de fonctionnement du budget principal 2016 sont supérieures à 60 M€.
- Pour les autres collectivités du bloc communal sous le seuil de 60 M€ : elles ne sont, par défaut, pas concernées individuellement par le dispositif d'encadrement (du moins dans un premier temps), mais ont la possibilité de contractualiser.

Si les incitations à contractualiser sont faibles, elles auraient néanmoins tort de se désintéresser totalement des objectifs. Il n'est pas interdit de penser que, si la trajectoire financière du monde local venait à s'écarter par trop des ambitions affichées, l'Etat n'en vienne à leur demander, un jour plus ou moins proche, des comptes.

3° La programmation des concours de l'Etat aux collectivités locales (article 16 LPFP)

- Stabilité des concours financiers de l'Etat d'ici 2020, hors FCTVA, TVA et fonds économique des régions (qui s'éteint au-delà de 2018), figés à 38,1 Mds €.
- Exclusion de cette enveloppe « normée » du FCTVA et de la TVA des régions ; ainsi, leur hausse (éventuelle) ne viendra pas comprimer les dotations.

B. Principales dispositions de la Loi de Finances pour 2019

La Loi de Finances pour 2019 s'appuie sur une **prévision de croissance économique (PIB) de + 1,7%** pour l'année 2019 et sur une **prévision d'inflation de + 1.6 %**.

Ce taux correspond également au **coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives des locaux d'habitation : + 2.2 %**

La seule disposition d'envergure dans la loi des finances 2019 réside dans la réforme de la dotation d'intercommunalité. Cette loi s'attache à la mise en œuvre des mesures actées en 2018 :

- Poursuite du dégrèvement de la taxe d'habitation pour 80 % des habitants des résidences principales. Le dégrèvement atteindra 65 % cette année pour les contribuables concernés.
- Stabilité globale des concours financiers de l'Etat au premier rang desquels la DGF.
- Passage au statut de variable d'ajustement des Dotations de Compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP).
- Pas de nouveauté concernant le Fond de Péréquation des ressources Intercommunales et communales (F.P.I.C) qui reste stable.
- Loi de finances rectificative de fin d'exercice n'apporte pas de nouvelles mesures techniques.
- L'actualisation forfaitaire des taxes d'imposition sera de 2.2 %

Le coefficient de majoration annuel des valeurs locatives n'est plus fixé « discrétionnairement » chaque année lors du débat budgétaire mais obéit à une formule d'indexation :

$$\text{Valeur annuelle du coefficient d'actualisation des valeurs locatives 2019} = \frac{1 + (\text{IPCH}^* \text{ Novembre 2018} - \text{IPCH Novembre 2017})}{\text{IPCH Novembre 2017}}$$

*IPCH, « l'indice des prix à la consommation harmonisé » est un indicateur permettant d'apprécier le respect du critère de convergence portant sur la stabilité des prix, dans le cadre du traité de l'Union Européenne. La valeur de cet indice est publiée par l'INSEE.

- Expérimentation du compte financier unique (qui remplacera le compte administratif de l'ordonnateur et le compte de gestion du comptable) sans remise en cause du principe de séparation de l'ordonnateur et du comptable.
- Expérimentation d'agences comptables rapprochant les services comptables des collectivités territoriales et de l'Etat.

Pour ces deux projets expérimentaux les collectivités locales doivent déposer leurs candidatures auprès de l'Etat.

DONNEES ECONOMIQUES ET FINANCIERES NATIONALES

Indicateurs économiques principaux

	Moy.	2015/14	2016/15	2017/16	2018/17	2019/18
Inflation budgétaire*	0,82%	0,00%	0,20%	1,00%	1,60%	1,30%
Inflation prévisionnelle LF	1,00%	0,90%	1,00%	0,80%	1,00%	1,30%
Taux d'actualisation TH, FB (indice)	1,14%	0,90%	1,00%	0,40%	1,20%	2,20%
Taux d'actualisation FNB (indice)	1,14%	0,90%	1,00%	0,40%	1,20%	2,20%
Taux d'actualisation CFE (indice)	1,14%	0,90%	1,00%	0,40%	1,20%	2,20%

(*) S'applique aux charges de fct hs intérêts et aux produits de fct divers

Evolution de la DGF

	Moy.	2015/14	2016/15	2017/16	2018/17	2019/18
Evolution DGF LF	-5,13%	-8,74%	-9,55%	-7,01%	0,14%	0,00%

Indexation de l'enveloppe normée

	Moy.	2015/14	2016/15	2017/16	2018/17	2019/18
Evolution enveloppe normée	-4,18%	-7,19%	-7,71%	-5,71%	0,00%	0,00%
Evolution DAJ contrat	-16,09%	-33,93%	-15,18%	-16,66%	-7,18%	-4,06%

Choix du Comité des Finances Locales ou Loi

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Contribution nouvelle RFP des communes	-588	-1 450	-1 450	-725	0	0
Augmentation péréquation communale	109	307	297	359	200	180

	Moy.	2015/14	2016/15	2017/16	2018/17	2019/18
Evolution Dotation Forfaitaire	-10,53%	-13,4%	-21,6%	-12,4%	-1,8%	-1,7%

	Moy.	2015/14	2016/15	2017/16	2018/17	2019/18
Evolution de l'enveloppe de DSU	8,12%	11,61%	10,40%	9,42%	5,26%	4,09%
Evolution de l'enveloppe de DSR	9,71%	11,60%	10,40%	14,49%	6,33%	5,95%
Evolution de l'enveloppe de DNP	0,25%	1,28%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Enveloppe FPIC	570	780	1 000	1 000	1 000	1 000

	Moy.	2015/14	2016/15	2017/16	2018/17	2019/18
Evolution enveloppe FPIC	11,90%	36,8%	28,2%	0,0%	0,0%	0,0%

REÇU EN PREFECTURE

le 19/03/2019

Application agréée E-legalite.com

70_DE-034-213400690-20190314-DEL_21_19-D

II. ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR 2019 POUR LA COMMUNE DE CAZOULS-LES-BEZIERS

Cadre d'analyse :

Les données ci-après présentées sont issues des CA 2014 à 2018, du projet de BP 2019.

Les recettes fiscales sont entendues hors augmentation des taux d'imposition.

Il n'est plus prévu de baisse des dotations étatiques jusqu'à l'horizon 2020, année de fin du mandat actuel.

Les données de 2019 sont entendues comme prévisionnelles et sont comparées au réalisé 2018.

Les dépenses prévisionnelles sont estimées à leur montant maximum soit entendues comme un plafond, les recettes prévisionnelles sont estimées a minima soit entendues comme un plancher.

1° Les recettes de fonctionnement

1-1 Zoom sur les recettes et compensations fiscales

Les recettes fiscales hors rôles supplémentaires stagneraient à 1 988 474 euros en 2019 compte-tenu d'une baisse envisagée des taux des taxes de 2.3 %.

ANALYSE DE LA FISCALITE COMMUNALE : MONTANT

TAUX D'IMPOSITION COMMUNAUX

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Taux TH	14,76%	14,76%	14,98%	14,98%	14,98%	14,64%
Taux FB	22,57%	22,57%	22,91%	22,91%	22,91%	22,28%
Taux FNB	65,83%	65,83%	66,82%	66,82%	66,82%	65,30%
Taux TP / CFE	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

BASES NETTES D'IMPOSITION

€	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Base nette TH	5 244 883	5 533 417	5 403 543	5 553 059	5 690 922	5 874 284
dont résidences secondaires		0	0	0	0	0
Base nette FB	3 835 563	3 992 182	4 069 470	4 166 616	4 261 088	4 392 586
Base nette FNB	218 221	221 077	221 613	226 585	228 843	229 200
Base nette TP						
Base nette CFE	0	0	0	0	0	0

PRODUITS FISCAUX

€	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Produit TH	774 145	816 732	809 451	831 848	852 500	859 995
dont majoration TH résidences secondaires		0	0	0	0	0
Produit FB	865 687	901 035	932 316	954 572	976 215	978 811
Produit FNB	143 655	145 535	148 082	151 404	152 913	149 668
Produit 3 Taxes ménages	1 783 486	1 863 303	1 889 848	1 937 824	1 981 628	1 988 474
Produit TP / CFE	0	0	0	0	0	0
Produit fiscal total	1 783 486	1 863 303	1 889 848	1 937 824	1 981 628	1 988 474

REÇU EN PREFECTURE

le 19/03/2019

Application agréée E-legalite.com

70_DE-034-213400690-20190314-DEL_21_19-D

EVOLUTION DES BASES NETTES D'IMPOSITION

BASES NETTES D'IMPOSITION

€	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Base nette TH	5 244 883	5 533 417	5 403 543	5 553 059	5 690 922	5 874 284
Base nette FB	3 835 563	3 992 182	4 069 470	4 166 616	4 261 088	4 392 586
Base nette FNB	218 221	221 077	221 613	226 585	228 843	229 200
Base nette TP						
Base nette CFE	0	0	0	0	0	0

EVOLUTION NOMINALE DES BASES NETTES D'IMPOSITION

	Moy.	2015/14	2016/15	2017/16	2018/17	2019/18
Base nette TH	2,3%	5,5%	-2,3%	2,8%	2,5%	3,2%
Base nette FB	2,7%	4,1%	1,9%	2,4%	2,3%	3,1%
Base nette FNB	1,0%	1,3%	0,2%	2,2%	1,0%	0,2%
Base nette TP						
Base nette CFE	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.

COMPENSATIONS FISCALES

€	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Compensations TH	68 385	74 399	66 066	82 446	87 843	88 934
Compensations FB	9 781	6 742	4 705	1 726	1 869	1 900
Compensation FNB	31 786	29 002	26 320	24 449	21 359	21 295
Compensations TP / CFE / CVAE	1 902	1 257	1 066	332	0	0
Compensations fiscales	111 854	111 400	98 157	108 953	111 071	112 130

PRODUITS FISCAUX Y COMPRIS COMPENSATIONS

€	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Produit et compensation TH	842 530	891 131	875 517	914 294	940 343	948 929
Produit et compensations FB	875 468	907 777	937 021	956 298	978 084	980 712
Produit et compensation FNB	175 441	174 537	174 402	175 853	174 272	170 963
Produits et comp. ménages	1 893 438	1 973 446	1 986 939	2 046 445	2 092 699	2 100 604
Produit et compensations TP / CFE / CVAE	1 902	1 257	1 066	332	0	0
Produits et comp. Totaux	1 895 340	1 974 703	1 988 005	2 046 777	2 092 699	2 100 604

1-2 Zoom sur les dotations étatiques

En 2019, la Commune de Cazouls-Lès-Béziers compte 5 181 habitants DGF

POPULATION DGF ET CRITERES DGF

La population DGF

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Population totale lissée	4 658	4 749	4 838	4 925	5 002	5 029
Résidences secondaires	144	149	133	143	152	152
Majoration places de caravanes*	0	0	0	0	0	0
Population DGF	4 802	4 898	4 971	5 068	5 154	5 181

(*) Le nombre de places est x par 2 si la commune est éligible à la DSU ou DSR BC en n-1

Les autres critères physiques

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Superficie (ha)	3 846	3 846	3 846	3 846	3 846	3 846
Superficie parcs nationaux (ha)	0	0	0	0	0	0
Longueur de voirie (m)	102 345	102 345	102 345	103 208	103 208	103 208
Nombre de logements sociaux	46	46	46	46	46	46
Nombre d'APL	1 177	1 194	1 210	1 227	1 153	1 153
Nombre total de logements	2 189	2 179	2 239	2 218	2 248	2 248
Evolution du revenu par habitant	5,3%	2,9%	2,0%	0,9%	0,5%	1,2%
Revenu / hab (€)	10 771,1	11 081,0	11 297,8	11 395,8	11 333,3	11 468,6
Nombre d'enfants de 3 à 16 ans	849	868	934	852	870	970
Base écrêtée FDTP (€)	0	0	0	0	0	0

RECU EN PREFECTURE
le 19/03/2019

Application agréée E-legalite.com

70_DE-034-213400690-20190314-DEL_21_19-D

En 2018, la Dotation de Solidarité Rurale (DSR) s'est portée à 542 305 euros dont 180 752 euros de Dotations Nationales de Péréquation (DNP). Pour la première fois la commune a bénéficié de la fraction Bourg-Centre (estimée à 280 000 euros pour 2019).

La Dotation de Solidarité Rurale (DSR) est estimée à 569 793 € :

- Dont une fraction péréquation : 177 946 €
- **Dont une fraction bourg-centre : 280 000 €**

DGF et FONDS DE PEREQUATION

€	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Dotation forfaitaire (DF)	529 972	474 128	413 399	387 870	395 572	397 992
Effet variation de population	12 626	8 545	6 510	8 670	7 702	2 420
Effet prélèvement pour péréquation	0	0	0	0	0	0
Contribution RFP	-24 950	-64 389	-67 239	-34 199	0	0
Effet CPS*	0	0	0	0	0	0
+ Dotation aménagement (DSU, DSR, DNP)	274 906	319 799	345 772	414 070	723 057	747 739
dont DSU	0	0	0	0	0	0
dont DSR	123 184	153 438	182 684	235 279	542 305	569 793
dont DNP	151 722	166 361	163 088	178 791	180 752	177 946
+ DGF DOM TOM ou divers	0	0	0	0	0	0
+ Ajustements						0
= DGF (A)	804 878	793 927	759 171	801 940	1 118 629	1 145 731
FDTP	0	0	0	0	0	0
+ FPIC	55 087	76 301	93 558	138 522	140 001	136 717
+ Compensation perte de bases	0	0	0	0	0	0
+ DDR + DDU + Autres	0	0	0	0	0	0
= Fonds de péréquation (B)	55 087	76 301	93 558	138 522	140 001	136 717
Compensations fiscales (C)	111 854	111 400	98 157	108 953	111 071	112 130
DOTATIONS (A) + (B) + (C)	971 819	981 628	950 886	1 049 415	1 369 701	1 394 578

En 2019, le FPIC estimé de la Commune de Cazouls-Lès-Béziers serait de 136 717 € (source : Communauté de Communes La Domitienne), comprenant la part communale et le reversement de la part intercommunale (depuis 2017. Pour rappel, FPIC 2018 : 140 001 euros)

1-3 Considération générale sur l'ensemble des recettes de fonctionnement

La Commune de Cazouls-Lès-Béziers encaisserait des recettes de fonctionnement (recettes réelles et recettes exceptionnelles – hors opérations d'ordre) estimées à 4 199 808 € pour 2019 contre 4 307 647 euros perçus en 2018.

Ce montant serait en diminution de 107 839 € vis-à-vis du réalisé 2018, en raison principalement de la baisse de la taxe additionnelle aux droits de Mutation ainsi que de la perception en 2018 d'une amende pour non réalisation de travaux soumis à astreinte.

La taxe additionnelle aux droits de mutation est estimée à 160 000 euros soit une perte de 158 063 euros par rapport au produit encaissé en 2018 (318 063 euros)

Le montant perçu sur la Taxe sur l'Electricité s'est élevé à 83 972 euros, en raison de la hausse du coefficient multiplicateur appliqué en 2018. L'estimation est identique pour 2019.

Les produits des services (chapitre 70) sont estimés à 161 700 euros contre 154 003 euros en 2018. Ces produits restent stables.

PRODUITS DE FONCTIONNEMENT

Montant des produits de fonctionnement

€	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Produits fct courant stricts	3 530 523	3 580 947	3 520 546	3 721 514	4 307 647	4 199 808
Impôts et taxes	2 257 676	2 324 581	2 364 998	2 465 894	2 707 943	2 559 817
Contributions directes	1 800 944	1 871 110	1 892 810	1 949 483	1 979 514	1 993 474
Impôts ménages	1 783 486	1 863 303	1 889 848	1 937 824	1 981 628	1 988 474
TP/CFE	0	0	0	0	0	0
CVAE	0	0	0	0	0	0
IFER	0	0	0	0	0	0
TA FNB	0	0	0	0	0	0
TASCOM	0	0	0	0	0	0
Rôles supplémentaires	17 458	7 807	2 962	11 659	-2 114	5 000
Dotation communautaire reçue	200 393	200 393	200 393	187 313	183 295	183 295
AC reçue	200 393	200 393	200 393	187 313	183 295	183 295
DSC reçue	0	0	0	0	0	0
Reversements conventionnels reçus	0	0	0	0	0	0
TEOM	1 120	1 368	1 283	1 324	1 331	1 331
Versement transport	0	0	0	0	0	0
TINB (Nucléaire)	0	0	0	0	0	0
Reversement FNGIR	0	0	0	0	0	0
Attribution FPIC	55 087	76 301	93 558	138 522	140 001	136 717
Solde impôts et taxes	200 132	175 409	176 954	189 252	403 802	245 000
Dotations et participations	1 031 985	1 077 507	956 954	1 049 982	1 375 039	1 407 991
DGF	804 878	793 927	759 171	801 940	1 118 629	1 145 731
Fonds de péréquation divers	0	0	0	0	0	0
Compensations fiscales	111 854	111 400	98 157	108 953	111 071	112 130
Compensations pertes bases	0	0	0	0	0	0
DCRTP	0	0	0	0	0	0
FCTVA fct				0	0	0
Solde participations diverses	115 253	172 180	99 626	139 089	145 339	150 130

2° Les charges de fonctionnement

Les charges à caractère général (Chapitre 11) progresseraient de 5,6 % entre le CA 2018 et le BP 2019. Elles s'établiraient à 935 309 euros.

Cette forte progression s'explique par une estimation a maxima des dépenses.

La progression s'explique principalement par une hausse des prix des énergies, des contrats de maintenance obligatoires.

Les charges de personnel (Chapitre 012) seraient de 2 191 850 euros soit une hausse de 86 305 euros par rapport au réalisé 2018. Cette hausse s'explique par la titularisation de trois agents, la rémunération des agents recenseurs et enfin la revalorisation des agents qui changent de grade.

Les autres charges de gestion courante s'établiraient à 591 072 euros en 2019 contre 495 554 euros réalisés en 2018.

La principale hausse s'explique par l'augmentation de la subvention d'équilibre au budget jeunesse en raison du coût généré par le retour à la semaine des 4 jours (perte du fond étatique de soutien aux communes de moins de 1000 euros) soit 173 964 euros pour 105 827 euros réalisés en 2018.

Les charges de fonctionnement courant sont estimées à 3 718 231 euros en 2019 contre 3 486 408 euros euros réalisées en 2018, soit une hausse de 231 823 euros.

CHARGES DE FONCTIONNEMENT : MONTANT

€	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Charges fct courant strictes	3 246 541	3 292 915	3 209 236	3 375 435	3 486 408	3 718 231
Charges à caractère général	875 538	749 877	773 619	804 589	885 309	935 309
Charges de personnel	1 864 786	1 953 850	1 916 192	2 034 746	2 105 545	2 191 850
Autres charges de gestion courante	506 216	589 187	519 425	536 100	495 554	591 072
Dotation compensation charges					0	0
653 - Elus	112 337	107 746	112 218	115 566	115 676	116 833
6553 - Service d'incendie	107 734	108 165	108 165	108 382	109 236	112 275
657363 - Budget annexe enfance/jeunesse	91 003	165 696	124 213	144 183	105 827	173 964
6574 - Subvention personnes de droit privé	132 240	110 733	112 215	108 780	110 095	115 000
657362 CCAS	0	0	11 679	11 710	11 515	15 500
Solde autres charges de gestion courante	62 902	96 847	50 935	47 479	43 206	57 500
Autres charges fct courant	0	0	0	0	0	0
Atténuations de produits	16 400	16 905	17 506	0	0	0
Attribution de compensation versée	0	0	0	0	0	0
Ticket modérateur	0	0	0	0	0	0
Prélèvement France Telecom	0	0	0	0	0	0
Prélèvement Fdtp	0	0	0	0	0	0
Prélèvement FNGIR	0	0	0	0	0	0
Prélèvement fiscal CRFP	0	0	0	0	0	0
Contribution SRU	0	0	0	0	0	0
Contribution FPIC	0	0	0	0	0	0
Reversements conventionnels versés	0	0	0	0	0	0
Pénalité contractualisation	0	0	0	0	0	0
Solde atténuations de produits	16 400	16 905	17 506	0	0	0
Charges de fonctionnement courant	3 262 941	3 309 820	3 226 741	3 375 435	3 486 408	3 718 231
Charges exceptionnelles larges	3 457	3 389	1 604	12 101	20 470	21 000
Frais financiers divers (66 hs int.)	373	3 389	470	6 510	10 878	11 000
Charges exceptionnelles (67)	3 084	0	1 134	5 591	9 591	10 000
Provisions semi-budgétaires (68)	0	0	0	0	0	0
Charges de fct hors intérêts	3 266 397	3 313 209	3 228 346	3 387 536	3 506 878	3 739 231
Intérêts	120 670	112 470	108 653	103 000	99 065	91 480
Charges de fonctionnement	3 387 068	3 425 679	3 336 999	3 490 536	3 605 943	3 830 711

Charges de fonctionnement



REÇU EN PREFECTURE

le 19/03/2019

Application agréée E-legalite.com

70_DE-034-213400690-20190314-DEL_21_19-D

3° Les dépenses d'investissement

La Commune de Cazouls-Lès-Béziers a prévu des dépenses d'investissement, hors annuité de dette de 5 268 314 euros.

Sur 2014-2020, la Commune de Cazouls-Lès-Béziers réaliserait un Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) de plus de 15 M€.

Ce haut niveau de dépenses d'équipement prévu au BP 2019 contraindra la Commune de Cazouls-Lès-Béziers à une gestion assidue de sa trésorerie et de ses financements extérieurs, sans compter le risque de dépasser les limites de ses capacités humaines et techniques.

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Dép. d'éqpt éligibles FCTVA (%)	55,89%	60,17%	71,09%	82,25%	46,26%	40,97%	97,15%
FCTVA (Cpt 10222)	201 985	201 300	63 530	154 897	88 575	134 978	387 086
PLD (Cpt 10224)	0	0	0	0	0	0	0
TLE (Cpt 10223) / TA (Cpt 10226)	79 522	66 270	83 312	51 590	115 863	60 021	50 000
Autres dotations (Cpt 10)	0	0	0	0	0	-1	0
Total compte 10	281 507	267 570	146 842	206 487	204 438	194 999	437 086
Subventions et fonds de concours	3 091 752	2 106 120	679 937	1 010 162	1 711 573	866 508	3 195 746
RAR						0	2 167 461
N°990 - Sécurisation et démolition immeuble rue Alfred de Musset						0	0
N°902 - Acquisition de matériel	26 087	3 609	1 878	405	887	6 638	0
N°903 - Travaux de bâtiments	80 736	58 541	104 404	14 671	52 335	15 033	25 000
N°905 - Acquis. matériel de transport	0	0	0	0	0	0	18 241
N°911 - Sports et loisirs	0	0	158 334	0	0	34 995	0
N°912 - Acquis. Terrains Echanges	0	0	0	0	0	0	0
N°913 - Aménagt Village Eclairage Sono	0	0	0	0	0	0	0
N°915 - Ecoles primaire-maternelle	0	0	0	0	0	0	0
N°917 - Elaboration, modif POS	0	0	0	0	0	17 000	0
N°931 - Travaux voirie village	0	46 000	18 219	22 631	77 052	80 611	36 652
N°934 - Réhabilitation réseau eaux usées	0	0	21 339	30 596	660 450	0	0
N°938 - Amélioration pratiques phytosanitaires et agricoles	0	8 565	0	0	9 580	0	0
N°947 - Voirie rurale	0	9 987	0	0	300	5 216	0
N°957 - Médiathèque	0	0	0	0	0	0	1 724
N°968 - Bassin de rétention Peras Muscadelles	0	0	0	0	0	73 500	0
N°969 - Mise en sécurité bâtiments communaux	0	31 550	8 895	38 545	38 700	14 145	0
N°973 - Aménagt divers Espaces verts		0	0	0	0	0	0
N°975 - Aire de lavage / machine à vidanger			180	4 581	0	115 636	0
N°977 - Réaménagt Place des 140		0	0	132	0	131 267	616 315
N°978 - Face 2015			0	5 225	127 586	84 384	0
N°979 - Avenue Victor Hugo			91 000	97 000	53 683	0	0
N°980 - Espace Jeune				0	13 503	12 250	435
N°981 - Création Maison médicale				0	0	44 030	219 323
N°982 - Aménagement Rue de l'Egalité - Carbo				54 000	0	110 019	27 900
N°984 - Réaménagement abords Jean Jaurès			0	0	552 924	0	0
N°985 - Désenclavement centre-bourg			0	0	119 700	8 375	0
N°986 - FACE 2016				198 126	0	0	0
N°987 - Station d'épuration			0	0	3 973	0	0
N°988 - Création bâtiment Nouvelle Poste			0	0	0	0	32 423
N°989 - Face 2017			0	0	0	0	0
Travaux en régie	0	0	0	0	0	0	0
Autres opérations d'équipement	2 984 929	1 947 869	275 688	544 250			
Autres fonds de concours et subventions	0	0	0	0			

REÇU EN PREFECTURE

le 19/03/2019

Application agréée E-legalite.com

70_DE-034-213400690-20190314-DEL_21_19-D

4° Les recettes d'investissement

Les recettes d'investissement sont composées de :

- Du Fonds de Compensation de la TVA estimé à 387 086 euros.
- De la taxe d'aménagement (TA) estimée à 50 000 €
-
- De subventions d'investissement affectées d'un montant de 3 195 746 euros.
- Une partie de l'excédent de fonctionnement 2018 sera affectée au 1068 fonds divers, Dotations, Réserve du BP 2019
- Un emprunt d'équilibre sera réalisé au cours de l'année 2019.

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Dép. d'éqpt éligibles FCTVA (%)	55,89%	60,17%	71,09%	82,25%	46,26%	40,97%	97,15%
FCTVA (Cpt 10222)	201 985	201 300	63 530	154 897	88 575	134 978	387 086
PLD (Cpt 10224)	0	0	0	0	0	0	0
TLE (Cpt 10223) / TA (Cpt 10226)	79 522	66 270	83 312	51 590	115 863	60 021	50 000
Autres dotations (Cpt 10)	0	0	0	0	0	-1	0
Total compte 10	281 507	267 570	146 842	206 487	204 438	194 999	437 086
Subventions et fonds de concours	3 091 752	2 106 120	679 937	1 010 162	1 711 573	866 508	3 195 746
RAR						0	2 167 461
N°990 - Sécurisation et démolition immeuble rue Alfred de Musset						0	0
N°902 - Acquisition de matériel	26 087	3 609	1 878	405	887	6 638	0
N°903 - Travaux de bâtiments	80 736	58 541	104 404	14 671	52 335	15 033	25 000
N°905 - Acquis. matériel de transport	0	0	0	0	0	0	18 241
N°911 - Sports et loisirs	0	0	158 334	0	0	34 995	0
N°912 - Acquis. Terrains Echanges	0	0	0	0	0	0	0
N°913 - Aménagt Village Eclairage Sono	0	0	0	0	0	0	0
N°915 - Ecoles primaire-maternelle	0	0	0	0	0	0	0
N°917 - Elaboration, modif POS	0	0	0	0	0	0	0
N°931 - Travaux voirie village	0	46 000	18 219	22 631	77 052	80 611	36 652
N°934 - Réhabilitation réseau eaux usées	0	0	21 339	30 596	660 450	0	0
N°938 - Amélioration pratiques phytosanitaires et agricoles	0	8 565	0	0	9 580	0	0
N°947 - Voirie rurale	0	9 987	0	0	300	5 216	0
N°957 - Médiathèque	0	0	0	0	0	0	1 724
N°968 - Bassin de rétention Peras Muscadelles	0	0	0	0	0	73 500	0
N°969 - Mise en sécurité bâtiments communaux	0	31 550	8 895	38 545	38 700	14 145	0
N°973 - Aménagt divers Espaces verts		0	0	0	0	0	0
N°975 - Aire de lavage / machine à vidanger			180	4 581	0	115 636	0
N°977 - Réaménagt Place des 140		0	0	132	0	131 267	616 315
N°978 - Face 2015			0	5 225	127 586	84 384	0
N°979 - Avenue Victor Hugo			91 000	97 000	53 683	0	0
N°980 - Espace Jeune				0	13 503	12 250	435
N°981 - Création Maison médicale				0	0	44 030	219 323
N°982 - Aménagement Rue de l'Egalité - Carbo				54 000	0	110 019	27 900
N°984 - Réaménagement abords Jean Jaurès			0	0	552 924	0	0
N°985 - Désenclavement centre-bourg			0	0	119 700	8 375	0
N°986 - FACE 2016				198 126	0	0	0
N°987 - Station d'épuration			0	0	3 973	0	0
N°988 - Creation bâtiment Nouvelle Poste			0	0	0	0	32 423
N°989 - Face 2017			0	0	0	0	0
Travaux en régie	0	0	0	0	0	0	0
Autres opérations d'équipement	2 984 929	1 947 869	275 688	544 250	900	113 409	50 272
Autres fonds de concours et subventions	0	0	0	0			

REÇU EN PREFECTURE

le 19/03/2019

Application agréée E-legalite.com

70_DE-034-213400690-20190314-DEL_21_19-D

Amendes (Cpt 1342)	0	0	0	0	0	0	0
DGE / DETR (Cpt 1341)	0	0	0	0	0	0	0
Subv. affectées remb dette (Cpt 138)	0	0	0	0	0	0	0
AC Investissement (Cpt 13146)						0	0
Autres compte 13	-1 889 000	-1 156 000	-1	0	0	0	338 867
Total compte 13 et fonds de concours	1 202 752	950 120	679 937	1 010 162	1 711 573	866 508	3 534 613
Opérations pour compte de tiers	0	0	0	0	0	0	0
Produit des cessions	0	0	0	135 633	1 200	0	15 600
Autres	3 333	274 153	30 070	500	8 105	2 751	0
Total RI diverses	3 333	274 153	30 070	136 133	9 305	2 751	15 600
Total RI hors emprunt	1 487 592	1 491 843	856 848	1 352 782	1 925 316	1 064 258	3 987 299

Au regard du très haut niveau de dépenses d'investissement prévu en 2018, avec un niveau de trésorerie relativement faible, l'encaissement des subventions dont celles relatives au Contrat de Territoire Intercommunal (CTI), est un impondérable au maintien de l'équilibre financier de la commune.

C'est en ce sens qu'un projet d'optimisation du Contrat de Territoire Intercommunal par des réajustements de crédits et rebasculé vers de nouvelles opérations d'investissement, a été proposé.

5° La dette

Au 31 décembre 2018, l'encours de la dette du budget principal était de 4 532 579 euros.

ANALYSE DE L'ENCOURS DE DETTE

ENCOURS DE DETTE AU 31/12

€	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Encours brut	3 826 343	3 730 509	3 896 547	4 145 475	4 532 579	5 533 595
- Encours récupérable	0	0	0	0	0	0
+ Encours Tiers	0	0	0	0	0	0
= Encours	3 826 343	3 730 509	3 896 547	4 145 475	4 532 579	5 533 595
/ Epargne brute	224 661	271 263	356 768	339 839	924 257	429 097
= Encours / Epargne brute	17,0	13,8	10,9	12,2	4,9	12,9

RATIOS DE DETTE

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Encours / Capital (en années)	15,8	15,0	11,2	11,2	14,1	15,6
Encours par habitant	821,5	785,5	805,4	841,7	906,2	1 100,3
Encours / Produits de fonctionnement	105,9%	100,9%	105,5%	108,2%	100,1%	129,9%

TAUX D'INTERET INSTANTANE

€	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Intérêts	120 670	112 470	108 653	103 000	99 065	91 480
/ Encours au 01/01	3 657 708	3 826 343	3 730 509	3 896 547	4 145 475	4 532 579
= Taux d'intérêt instantané	3,30%	2,94%	2,91%	2,64%	2,39%	2,02%

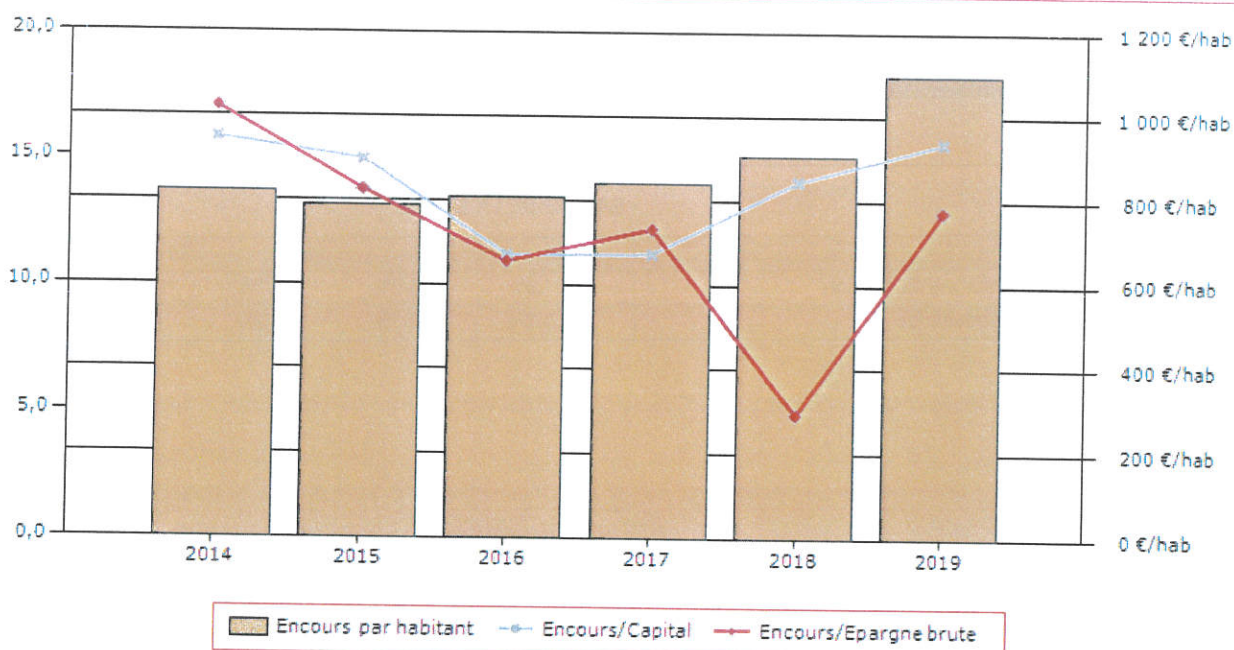
REÇU EN PREFECTURE

le 19/03/2019

Application agréée E-legalite.com

70_DE-034-213400690-20190314-DEL_21_19-D

Ratios de dette



Les ratios de la dette :

Le délai de désendettement de la Commune de Cazouls-Lès-Béziers était de 4,9 ans au 31 décembre 2018.

Il serait de 12,9 ans en 2019.

La dégradation du délai de désendettement s'explique par une détérioration du solde de fonctionnement (qui correspond à l'épargne brute) dans un cadre de hausse de l'endettement lié à un très haut niveau de PPI inscrit au BP 2019.

COMPOSANTES DE L'ANNUITE DE DETTE

INTERETS DE LA DETTE ANTERIEURE

€	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Intérêts de la dette antérieure initiale	120 670	112 470	108 653	103 000	99 065	91 480
+ Impact de la variation des taux variables	0	0	0	0	0	0
+ Intérêts payés sur swaps	0	0	0	0	0	0
- Intérêts perçus sur swaps	0	0	0	0	0	0
= Intérêts de la dette antérieure	120 670	112 470	108 653	103 000	99 065	91 480

ANNUITE DE LA DETTE

€	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Capital de la dette antérieure	231 365	255 849	333 962	347 637	294 056	290 000
Intérêts de la dette antérieure	120 670	112 470	108 653	103 000	99 065	91 480
Annuité de la dette antérieure	352 035	368 319	442 615	450 637	393 121	381 480
Capital de la dette RA	0	0	0	0	0	0
Intérêts de la dette RA	0	0	0	0	0	0
Annuité de la dette RA	0	0	0	0	0	0
Capital de la dette transférée (yc ajust.)	0	0	0	0	0	0
Intérêts de la dette transférée (yc ajust.)	0	0	0	0	0	0
Annuité de la dette transférée (yc ajust.)	0	0	0	0	0	0
Capital de la dette nouvelle						0
Intérêts de la dette nouvelle						0
Annuité de la dette nouvelle						0
Capital	231 365	255 849	333 962	347 637	294 056	290 000
Intérêts	120 670	112 470	108 653	103 000	99 065	91 480
Annuité de la dette	352 035	368 319	442 615	450 637	393 121	381 480

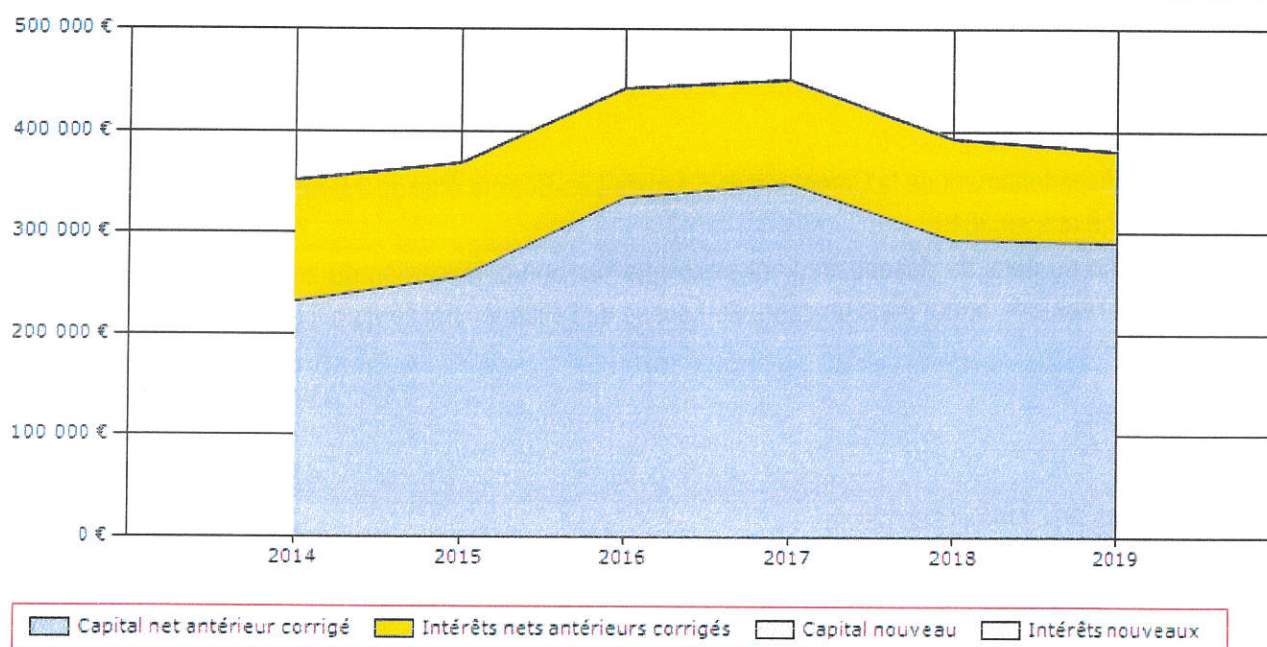
STRUCTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Capital	66%	69%	75%	77%	75%	76%
Intérêts	34%	31%	25%	23%	25%	24%

RATIOS DE LA DETTE

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Annuité de dette / Epargne de gestion	101,9%	96,0%	95,1%	101,8%	38,4%	73,3%
Annuité de dette / Produits fct	9,7%	10,0%	12,0%	11,8%	8,7%	9,0%

Annuité de la dette



6° Bilan sur l'équilibre financier du BP 2019

La situation financière (ci-après présentée) de la Commune de Cazouls-Lès-Béziers en 2019 serait en baisse en raison d'une hausse des dépenses de fonctionnement et une baisse de ses recettes de fonctionnement. Ainsi, l'épargne nette 2019 s'établirait à 139 097 € alors qu'elle a été de 630 201 euros en 2018.

Sans la recette de fraction bourg-centre de la Dotation de Solidarité Rurale, la situation financière de la Commune de Cazouls-Lès-Béziers se dégraderait en raison d'un haut niveau prévu de dépenses de fonctionnement alors même que les recettes de fonctionnement sont quasi-stables.

L'épargne nette 2018 de la commune est faussée compte tenu de l'encaissement des recettes de fonctionnement exceptionnelles en 2018

L'année 2019 devrait revenir à une situation financière normalisée pour la commune.

REÇU EN PREFECTURE

le 19/03/2019

Application agréée E-legalite.com

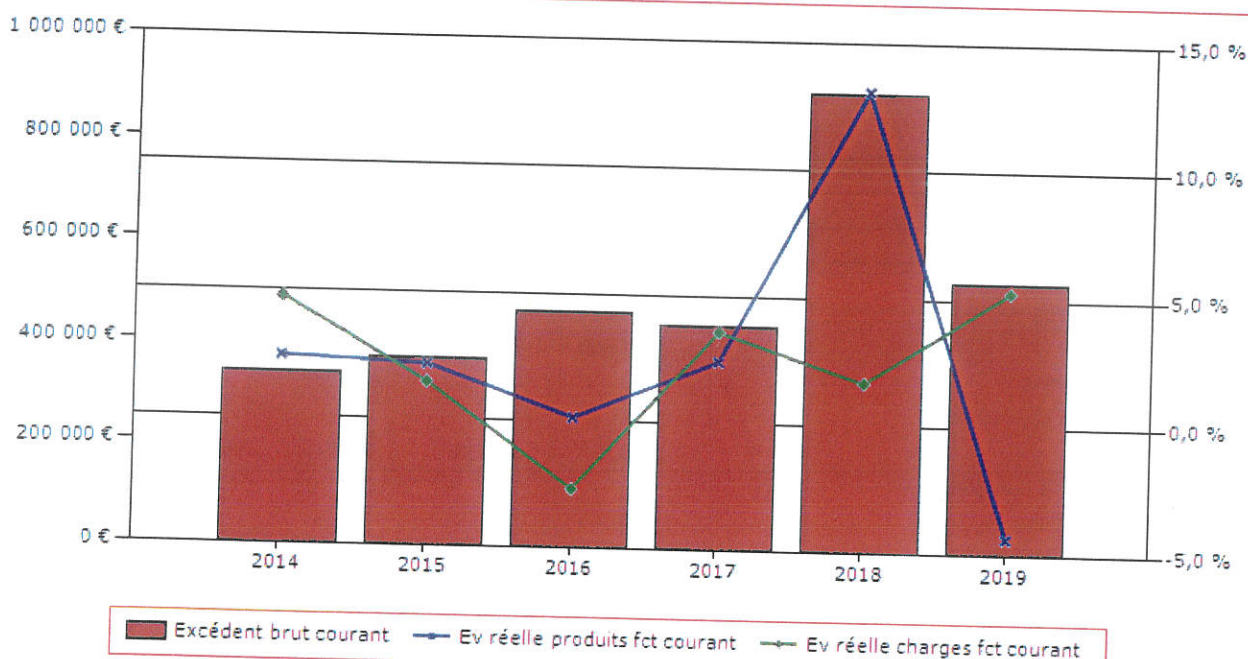
70_DE-034-213400690-20190314-DEL_21_19-D

CHAINE DE L'EPARGNE

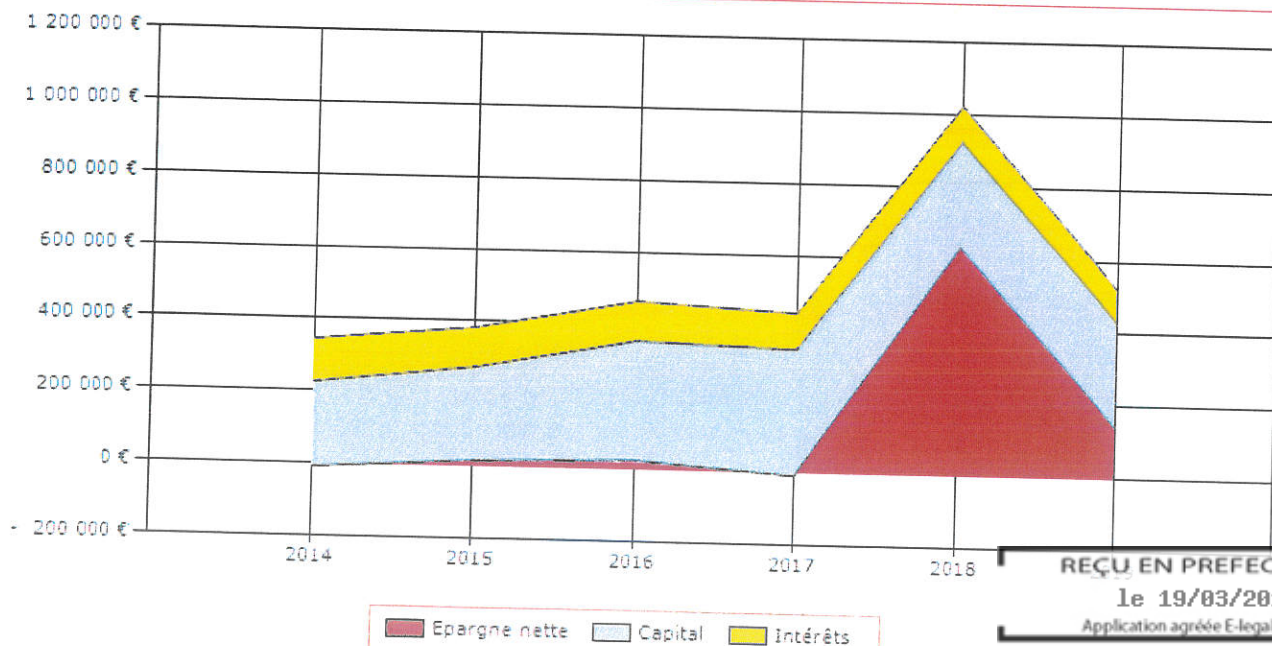
€	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Produits de fonctionnement courant	3 602 565	3 679 636	3 690 974	3 817 195	4 386 810	4 249 808
- Charges de fonctionnement courant	3 262 941	3 309 820	3 226 741	3 375 435	3 486 408	3 718 231
= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)	339 624	369 816	464 232	441 761	900 402	531 577
+ Solde exceptionnel large	5 707	13 917	1 189	1 078	122 920	-11 000
= Produits exceptionnels larges*	9 163	17 306	2 793	13 179	143 390	10 000
- Charges exceptionnelles larges*	3 457	3 389	1 604	12 101	20 470	21 000
= EPARGNE DE GESTION (EG)	345 331	383 733	465 421	442 839	1 023 322	520 577
- Intérêts	120 670	112 470	108 653	103 000	99 065	91 480
= EPARGNE BRUTE (EB)	224 661	271 263	356 768	339 839	924 257	429 097
- Capital	231 365	255 849	333 962	347 637	294 056	290 000
= EPARGNE NETTE (EN)	-6 704	15 414	22 806	-7 798	630 201	139 097

* y compris financiers hors intérêts (produits et charges) et provisions réelles (dotations et reprises)

Excédent brut courant



Marges d'épargne



REÇU EN PREFECTURE

le 19/03/2019

Application agréée E-legalite.com

70_DE-034-213400690-20190314-DEL_21_19-D

Dans un contexte d'épargne nette quasi nulle depuis 2014 et jusqu'en 2017 et d'un haut niveau de dépenses d'investissement, la Commune de Cazouls-Lès-Béziers devrait emprunter en 2019, 1,3 M€, 681 000 € déjà réalisés en 2018 (auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations) et ce malgré un très haut niveau de subventionnement.

FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

FINANCEMENT DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT HORS DETTE

€	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Dépenses d'investissement hors dette	567 309	1 207 665	1 485 790	2 230 436	2 511 076	5 268 314
Dépenses d'équipement	566 959	1 148 082	1 167 179	2 008 218	2 428 935	5 268 314
Dépenses directes d'équipement	566 959	1 148 082	1 167 179	2 008 218	2 428 935	5 268 314
Dépenses indirectes (FdC + S.E.)	0	0	0	0	0	0
Opérations pour cpte de tiers (dép)	0	0	0	0	0	0
AC Investissement (Cpt 2046)					0	0
Dépenses financières d'inv.	350	59 583	318 611	222 218	82 141	0
Remboursement anticipé	0	0	0	0	0	0
Dép d'inv hors annuité en capital	567 309	1 207 665	1 485 790	2 230 436	2 511 076	5 268 314
Financement de l'investissement	1 885 139	1 032 262	1 875 589	2 510 829	2 375 619	5 417 412
EPARGNE NETTE	-6 704	15 414	22 806	-7 798	630 201	139 097
Ressources propres d'inv. (RPI)	541 724	176 912	342 620	213 743	197 750	452 686
FCTVA	201 300	63 530	154 897	88 575	134 978	387 086
Produits des cessions	0	0	135 633	1 200	0	15 600
AC Investissement (Cpt 13146)					0	0
Diverses RPI	340 423	113 382	52 090	123 968	62 772	50 000
Opérations pour cpte de tiers (rec)	0	0	0	0	0	0
Fonds affectés (amendes, ...)	-1 156 000	-1	0	0	0	338 867
Subventions yc DGE / DETR	2 106 120	679 937	1 010 162	1 711 573	866 508	3 195 746
Emprunt	400 000	160 000	500 000	593 311	681 160	1 291 016
Variation de l'excédent global	237 063	-175 403	389 799	280 393	-135 458	149 098

EXCEDENT GLOBAL DE CLOTURE

€	2014	2015	2016	2017	2018	2019
= Excédent global de clôture	760 815	585 170	1 021 579	1 301 972	1 167 074	1 316 172

REÇU EN PREFECTURE

le 19/03/2019

Application agréée E-legalite.com

70_DE-034-213400690-20190314-DEL_21_19-D